

## « L'Arabie saoudite n'est plus inféodée aux Etats-Unis et son regard est désormais tourné vers l'Est, vers la Chine et la Russie »

Jean-Michel Bezat (article adapté par JFG pour IHGGSP2)

*Poursuivant son objectif de diversifier son économie, Riyad se sent de moins en moins lié avec Washington par l'accord « pétrole contre protection » de 1945, tout en lui réclamant un pacte d'assistance.*

Publié le lundi 25 septembre 2023

Jamais les Saoudiens n'auront aussi bien porté le surnom de « rois du pétrole ». Ils ont repris la main sur le marché de l'or noir, avec le soutien actif de la Russie. Résultat : des profits faramineux pour la compagnie nationale Saudi Aramco : 160 milliards de dollars en 2022, soit autant que les bénéfices cumulés des entreprises du CAC 40 en France. Avec un cours du baril qui a progressé de 25 % depuis fin juin pour se rapprocher de 100 dollars, la manne continue de pleuvoir sur un royaume qui s'oriente vers (...) une économie plus diversifiée.

(...) Cette ambition (qui) a un coût très élevé (est) financée par le pétrole (...). Riyad fera tout pour en prolonger la production aussi longtemps que possible, reléguant la lutte contre le réchauffement climatique au second rang. (...) L'Arabie saoudite domine l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), élargie en 2016 à treize autres producteurs emmenés par la Russie. Loin d'avoir éclaté après l'invasion russe de l'Ukraine, ce cartel informel de l'OPEP+ a pris le contrôle du marché (...). Les Saoudiens et les Russes, 1er et 2e exportateurs mondiaux, ont resserré les vannes cet été pour maintenir un prix élevé, au moins 90 dollars si possible.

Le monde brûle plus de brut qu'il n'en pompe ; et l'OPEP elle-même prévoit un déficit d'offre de 2,7 millions de barils par jour (sur 103 millions) entre octobre et décembre. Saudi Aramco, qui extrait 10 % du brut mondial, est seule capable de mettre de grandes quantités d'or noir supplémentaires sur le marché. Mais Riyad ne bougera pas, sauf si les cours s'envolent jusqu'à menacer la croissance économique ; et il resserrera les vannes si les cours replongent. Aucune des pressions américaines pour un rebond de la production n'a fait plier MBS (...)

Le royaume n'est plus inféodé aux Etats-Unis et se sent moins lié par l'accord « pétrole contre protection » scellé en 1945 (...). A rebours des grandes alliances pérennes entre blocs, il a choisi, comme de nombreuses puissances régionales, des rapprochements de circonstance et une diplomatie pragmatique, loin de tout alignement idéologique ou culturel. Ses regards sont désormais tournés vers l'Est. Et, sur le plan économique du moins, vers les deux adversaires de l'ancien parrain américain : la Chine, premier client de ses hydrocarbures, et la Russie, cogérante de l'OPEP+.

Jusqu'où peut aller cette prise de distance ? L'or noir aide MBS à sortir du tout-pétrole et à maîtriser des technologies de souveraineté, dans la défense et l'énergie nucléaire, pour affirmer sa puissance au Moyen-Orient (...). Dès 2017, il affichait sa volonté de développer une industrie d'armement pour réduire sa dépendance aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et à la France

(...) Au lendemain de l'annonce de son entrée dans le club des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), l'Arabie saoudite a laissé fuiter une information sensible : elle examine l'offre de Pékin – moins regardant que Washington – pour la construction d'un réacteur nucléaire et le développement d'une industrie nucléaire locale (...). Comme s'il signifiait la difficulté, (mais pas) l'impossibilité, de s'affranchir vraiment du protecteur américain.

Jean-Michel Bezat